Politique de protection des données

Affaires publiques

Document mis à jour en novembre 2026

Ce document vise à vous informer conformément aux articles 13 et 14 du RGPD, s'agissant des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par les personnels en charge des affaires publiques au sein des sociétés du groupe CDC Habitat, responsables de traitement (désignés par « la Société » ou « nous » ci-après).

Une liste des coordonnées des responsables de traitement figure à la fin de cette politique.

Retrouvez dans cette politique des explications sur la manière dont sont utilisées vos données personnelles dans le cadre de ces activités.

Nous appliquons les principes définis par les dispositions légales et réglementaires qui nous sont applicables en matière de protection des données à caractère personnel, en particulier dans le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dit « RGPD ») ou encore la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite « loi Informatique et libertés ») et ses décrets d'application.

La protection de vos données personnelles nous importe au plus haut point et nous mettons en œuvre tous les moyens pour les protéger et les sécuriser :

- Nous utilisons vos données pour les seules finalités nécessaires aux activités d'affaires publiques, de représentation d'intérêts, de suivi institutionnel et de respect de nos obligations légales et réglementaires.
- Nous accordons une grande vigilance à la protection de vos données par des moyens de sécurité adéquats, et seules les personnes autorisées à les connaître en raison de leurs fonctions peuvent y accéder.
- Nous ne partageons pas vos données avec des tiers non légitimes. Nous attirons votre attention sur le fait que nous ne vendons ni ne transmettons, sans votre information préalable, aucune de vos données personnelles à des organismes pour des démarches commerciales ou d'autres finalités qui ne seraient pas prévues ci-dessous.

Pour toute question concernant la présente politique, vous pouvez nous contacter aux coordonnées qui figurent au paragraphe « Vos droits sur vos données ? ».

Pourquoi traitons-nous vos données ?

A titre liminaire, il est précisé que vos données peuvent être collectées par la Société directement auprès de vous (dans le cadre de vos échanges et/ou interactions avec nous), ou indirectement auprès de tiers.

Lorsque vos données sont collectées auprès de tiers, nous vous précisons que les sources peuvent être les suivantes :

- Via les sites internet ou publications des entités auxquelles vous êtes rattaché(e) ou que vous représentez, notamment des institutions, organisations ou administrations ;
- Dans des newsletters, publications ou toute autre source d'informations accessibles au public ;
- Dans des bases de données professionnelles ou dans les annuaires des services publics ;
- Dans la presse, sur tous sites internet ou sur les réseaux sociaux (ex : rédaction par vos soins d'une tribune dans la presse dévoilant certaines de vos données à caractère personnel, données à caractère personnel délibérément communiquées par vos soins à un journaliste dans le cadre d'une interview ayant vocation à être publiée ou sur les réseaux sociaux notamment professionnels (ex : LinkedIn), etc...) ;

De manière générale, nous traitons, utilisons vos données à caractère personnel à des fins de gestion et de suivi de nos activités d'affaires publiques et de représentation d'intérêts. Plus spécifiquement, vos données à caractère personnel sont traitées pour les finalités suivantes :

Activités de traitements	Les objectifs (finalités)	Fondements juridiques
Comprendre les positions, les attentes, et le champ d'action et/ou d'influence des parties prenantes	Établir et tenir à jour des cartographies locales, nationales et européennes afin de comprendre les positions, les attentes et le champ d'action ou d'influence des parties prenantes institutionnelles sur les sujets liés au secteur d'activité de CDC Habitat. Ces cartographies visent à analyser un environnement institutionnel et à déterminer, le cas échéant, l'opportunité d'une prise de contact ultérieure ; elles ne comportent pas de coordonnées de contact.	Nos intérêts légitimes visant à la mise en œuvre de notre activité
Construire et entretenir un dialogue entre les entités dont les intérêts sont représentés et les parties prenantes pertinentes, et élaborer une communication et des messages pertinents à l'égard de ces parties prenantes	Réalisation de biographies, notes de veille et notes de contexte à partir de données professionnelles, publiques ou manifestement rendues publiques par les personnes concernées	Nos intérêts légitimes visant à la mise en œuvre de notre activité
	Élaboration d'un outil de suivi, sous forme de fichier Excel, répertoriant les amendements, réformes et propositions de politiques publiques transmis à des parlementaires, à des groupes politiques ou aux administrateurs de commissions du Parlement	
	Organisation et participation à des évènements professionnels	
	Prise de contact pour communiquer une information institutionnelle ou solliciter un rendez-vous en lien avec les sujets suivis par la Direction des affaires publiques	
	Mise en œuvre d'actions de communication institutionnelle et de représentation d'intérêts	
Maintien de nos relations professionnelles, le suivi de nos contacts et l'entretien de notre expertise et de notre expérience	Mise en place d'une veille légale, réglementaire et institutionnelle portant sur les sujets suivis par le Groupe CDC Habitat	Nos intérêts légitimes visant à la mise en œuvre de notre activité
	Envoi d'informations, de documents ou d'invitations en lien avec les activités d'affaires publiques et les relations institutionnelles suivies	
	Élaboration d'un outil de suivi, sous forme de fichier Excel, répertoriant les amendements, réformes et propositions de politiques publiques transmis à des parlementaires, à des groupes politiques ou aux administrateurs de commissions du Parlement.	
	Élaboration de comptes rendus, *reportings* et suivi des actions engagées par la Direction des affaires publiques ou les directions interrégionales	
Respect des obligations légales et réglementaires qui nous incombent liées aux métiers des affaires publiques, et notamment à l'activité de représentant d'intérêts	Préparation et réalisation des déclarations auprès de la HATVP, recensement des actions de représentation d'intérêts, des responsables publics concernés, des décisions publiques visées, des moyens humains, des dépenses et des pièces justificatives nécessaires	Respect de nos obligations légales
Gestion des demandes en lien avec la protection des données personnelles	Gestion des demandes d'exercice de droit	Respect de nos obligations légales
	Gestion des violations de données	
	Gestion des plaintes adressées à la CNIL	

Quelles données utilisons-nous ?

Les données personnelles que nous collectons et utilisons sont nécessaires pour pouvoir réaliser les finalités décrites dans la section « Pourquoi traitons-nous vos données ? ». Nous nous assurons, de manière régulière, de la nécessité, de la pertinence, de l'exactitude et de la mise à jour des données que nous utilisons.

Retrouvez dans le tableau ci-dessous les données personnelles que nous collectons et utilisons.

Catégories de données/finalités	Données collectées et utilisées
Comprendre les positions, les attentes, et le champ d'action et/ou d'influence des parties prenantes	**Données d'identification :** civilité, nom, prénom
	Données d'ordre professionnel : fonction, mandat et organisme de rattachement.
	Informations biographiques utiles à l'analyse institutionnelle : formation, études, diplômes, expérience, parcours professionnel, fonction, mandat, organisme de rattachement, prises de position publiques ou publiées, uniquement lorsque ces informations sont nécessaires à la finalité poursuivie et ne relèvent pas de la sphère privée.
Construire et entretenir un dialogue entre les entités dont les intérêts sont représentés et les parties prenantes pertinentes, et élaborer une communication et des messages pertinents à l'égard de ces parties prenantes	**Données d'identification :** civilité, nom, prénom
	Données de contact : numéro de portable professionnel, adresse mail professionnelle
	Données politiques manifestement publiques : affiliation à un parti ou groupe politique, opinions politiques et mandat politique, uniquement lorsque ces informations ont été manifestement rendues publiques par la personne concernée, résultent de prises de position publiques ou publiées, ou sont directement liées à sa fonction ou à son mandat.
Maintien de nos relations professionnelles, le suivi de nos contacts et l'entretien de notre expertise et de notre expérience	**Données d'identification :** civilité, nom, prénom
	Données de contact : numéro de portable professionnel, adresse mail professionnelle
	Données politiques manifestement publiques : affiliation à un parti ou groupe politique, opinions politiques et mandat politique, uniquement lorsque ces informations ont été manifestement rendues publiques par la personne concernée, résultent de prises de position publiques ou publiées, ou sont directement liées à sa fonction ou à son mandat.
Respect des obligations légales et réglementaires qui nous incombent liées aux métiers des affaires publiques, et notamment à l'activité de représentant d'intérêts	**Données d'identification :** civilité, nom, prénom
	Données nécessaires aux obligations HATVP : fonction, mandat, organisme de rattachement, actions de représentation d'intérêts, décisions publiques visées, dates et modalités des échanges, moyens humains, dépenses et pièces justificatives.
	Données complémentaires strictement nécessaires : pièces justificatives, éléments comptables ou administratifs et toute information nécessaire à la justification des déclarations ou au contrôle des obligations légales applicables.
Gestion des demandes en lien avec la protection des données personnelles	**Données nécessaires à la gestion de la demande :** données permettant d'identifier le demandeur, coordonnées de contact, contenu de la demande, éléments utiles à son instruction, justificatifs éventuellement nécessaires à la vérification de l'identité en cas de doute raisonnable, ainsi que les informations relatives au suivi et à la réponse apportée.

Les traitements décrits dans la présente politique ne donnent pas lieu à une décision exclusivement automatisée vous concernant ni à un profilage automatisé produisant des effets juridiques ou vous affectant de manière significative. Les analyses réalisées dans le cadre des activités d'affaires publiques reposent sur une appréciation humaine et portent uniquement sur des informations nécessaires aux finalités décrites ci-dessus.

Comment sécurisons-nous vos données et qui peut y accéder ?

Nos moyens de sécurité

Nous prenons toutes les mesures physiques, techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données personnelles, aux fins notamment de les protéger contre toute perte, toute destruction accidentelle, toute altération et tout accès par des personnes non autorisées ou malveillantes.

Où sont stockées vos données et sont-elles transférées en dehors de l'Union européenne ?

L'hébergement de vos données personnelles est effectué principalement en France ou dans certains pays de l'Union européenne.

Vos données personnelles sont principalement stockées dans les outils et répertoires bureautiques dédiés aux activités d'affaires publiques, dans des conditions permettant d'en limiter l'accès aux seules personnes habilitées.

Un accès limité à vos données

Nous nous assurons que vos données personnelles ne sont rendues accessibles qu'aux seules personnes physiques et morales habilitées à en connaître au regard de leurs attributions.

Voici les règles qui s'appliquent à l'ensemble des destinataires, internes ou externes aux sociétés du Groupe CDC Habitat, de vos données personnelles (personnes physiques, entreprises, organismes etc.) :

- Règle 1 : chaque destinataire n'accède qu'aux seules données dont il a strictement besoin pour accomplir ses missions et ne peut accéder aux données dont il n'a pas besoin pour accomplir ses missions.

- Règle 2 : chaque destinataire ne peut utiliser vos données pour d'autres finalités qui ne concernent pas ses missions.

- Règle 3 : certains destinataires, parce qu'ils traitent des données pour notre compte, ne peuvent ultérieurement utiliser les données pour leur propre compte, ni les communiquer à des tiers sans que cela soit prévu par la loi ou sans que cela fasse l'objet d'un consentement préalable de votre part.

Qui accède à vos données ?

- **Les collaborateurs habilités des sociétés du Groupe CDC Habitat intervenant dans les activités d'affaires publiques :**

Vos données personnelles sont utilisées uniquement par les seuls collaborateurs habilités à les traiter pour les besoins de leurs missions ou de leurs fonctions. Aucun collaborateur ne peut utiliser vos données personnelles alors qu'il n'en a pas besoin pour exercer ses missions et fonctions. Cette obligation est inscrite dans la charte informatique et données personnelles et/ou charte de déontologie des entités du Groupe CDC Habitat que tout collaborateur doit respecter.

Les collaborateurs qui peuvent accéder à vos données sont des personnes habilitées ayant des fonctions et missions liées à la représentation d'intérêts.

- **Les destinataires externes**

Vous trouverez ci-dessous les destinataires externes qui peuvent, dans le cadre de leurs missions, accéder à vos données :

- Nos prestataires de service (sous-traitants sur données personnelles) que nous missionnons et qui traitent vos données personnelles pour notre compte et sous notre contrôle. Nous sélectionnons nos prestataires en fonction des garanties qu'ils proposent en matière de sécurité et de protection de vos données.
- Les services ou entités chargé(e)s du contrôle de la Société (commissaire aux comptes, autorités de contrôle et notamment la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique ou « HATVP » au titre de nos obligations légales de déclaration) ;
- Nos conseils juridiques, financiers, comptables.

- Toute autre autorité publique ou habilitée, sur le fondement de dispositions légales ou réglementaires applicables, sur la base d'une demande légitime ou en cas de réquisition émanant des autorités judiciaires, policières ou administratives.

Combien de temps sont utilisées et conservées vos données ?

Nous ne pouvons pas conserver vos données personnelles pour une durée illimitée : c'est pourquoi nous déterminons, pour chaque utilisation de vos données, une durée de conservation en fonction de l'objectif ayant conduit à la collecte et à l'utilisation de vos données personnelles.

Retrouvez ci-dessous un tableau qui indique les durées de conservation de vos données personnelles.

Activités de traitements	Durées de conservation
Respect des obligations légales et réglementaires qui nous incombent liées aux métiers des affaires publiques, et notamment à l'activité de représentant d'intérêts	En base active : pendant l'exercice comptable en cours, augmenté de 3 mois. En archivage intermédiaire : 5 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable suivant celui au cours duquel l'activité de représentation d'intérêts a été menée, à des fins administratives et/ou probatoires.
Pour les autres traitements décrits au paragraphe « Pourquoi traitons-nous vos données »	En base active : jusqu'à la fin de l'activité d'expertise de la personne concernée sur les sujets intéressant les affaires publiques, ou jusqu'à la fin de la pertinence institutionnelle de la personne concernée ou du sujet traité. En archivage intermédiaire : 6 ans à compter du dernier contact, à des fins administratives et/ou probatoires.

À l'échéance des durées applicables, les données font l'objet d'une revue et d'une suppression manuelle par les équipes habilitées.

Vos droits sur vos données

Vos données personnelles sont des informations qui vous concernent et pour lesquelles vous avez un certain nombre de droits garantis par la loi.

Quels droits avez-vous sur vos données ?

- **Un droit d'information.** Nous devons vous informer sur les données que nous utilisons, pourquoi et comment nous les utilisons : c'est l'objet de la présente Politique.

- **Un droit d'accès.** Vous pouvez demander si nous détenons des données personnelles vous concernant et obtenir la communication de celles-ci de manière générale (toutes vos données) ou en formulant des précisions (par exemple pour une période déterminée ou pour un type de données en particulier).

- **Un droit de rectification et de suppression.** Vous pouvez demander à ce que vos données soient rectifiées, mises à jour ou supprimées si elles sont inexactes, incomplètes ou dès lors qu'il n'y a plus de raison que nous les utilisions.

- **Un droit de retrait de votre consentement.** Lorsque vous donnez votre consentement pour que nous puissions collecter ou utiliser vos données personnelles, sachez que vous pouvez le retirer à tout moment.

- **Un droit d'opposition.** Lorsque le traitement de vos données repose sur notre intérêt légitime, vous avez la possibilité d'exercer un droit d'opposition à l'utilisation de vos données. Vous devez néanmoins justifier de raisons particulières pour pouvoir exercer ce droit.

- **Un droit à la limitation du traitement.** Vous pouvez demander le gel temporaire de l'utilisation de vos données personnelles dans certains cas prévus par la réglementation : lorsque vous contestez l'exactitude de ces données, lorsque leur traitement est illicite mais que vous ne souhaitez pas leur suppression, ou lorsque vous avez besoin de ces

données pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice. Pendant la période de limitation, nous conservons vos données mais ne les utilisons plus, sauf dans certains cas prévus par la loi.

- **Un droit à la portabilité**. Vous bénéficiez d'un droit à la portabilité sur vos données. Il vous permet de récupérer ces dernières, sous un format ouvert et lisible, pour votre usage personnel. Il permet également de nous demander leur transfert vers un autre organisme si le transfert est techniquement et légalement possible.

- **Un droit à la mort numérique.** Vous pouvez définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données personnelles après votre décès.

Comment exercer vos droits sur vos données ?

Vous pouvez exercer vos différents droits :

- par courrier à l'adresse suivante : Groupe CDC Habitat, Déléguée à la protection des données groupe, 33 avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris.

- Au moyen d'un formulaire en ligne disponible sur le site de CDC Habitat.

Nous déployons toutes mesures permettant de nous assurer que vous n'êtes pas victime d'une usurpation d'identité dans le cadre de l'exercice de vos droits. Aussi, en cas de doute raisonnable sur l'identité du demandeur, nous demanderons une authentification supplémentaire via la fourniture d'une copie de votre pièce d'identité si un doute raisonnable sur votre identité persiste (recto uniquement).

À défaut d'accusé de réception à votre demande d'exercice des droits, vous pouvez saisir le Délégué à la protection des données du Groupe CDC Habitat :

- Au moyen de notre formulaire en ligne en choisissant « Contacter le Délégué à la protection des données » ;

- par courrier à l'adresse suivante : Délégué à la protection des données, 33 avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris.

Enfin, en l'absence de réponse dans un délai d'un mois, ou de manière générale en cas de non-respect de vos droits ou des règles relatives à la protection des données, vous pouvez adresser une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente (la CNIL) sur son site internet cnil.fr ou à l'adresse postale suivante : CNIL - Service des Plaintes - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Coordonnées du responsable qui utilise vos données

- CDC Habitat, 33 avenue Pierre Mendès France 75013 Paris ;
- CDC Habitat Social, 33 avenue Pierre Mendès France 75013 Paris ;
- Sainte-Barbe, 2 avenue Huchet 57 800 Freyming-Merlebach ;
- GIE Centre Contact Client, 60 Rue Emile Matan 34000 Montpellier ;
- AMPERE Gestion, 33 avenue Pierre Mendès France 75013 Paris.
- SIDR, 12 rue Félix Guyon – CS 71090 97404 Saint Denis cedex – Réunion
- SEMADER, 52 route des Sables – CS 21008 97427 L'Etang Salé - Réunion
- SODIAC 121, Immeuble Doret - 121 Boulevard Jean Jaurès CS 81091 97404 Saint Denis cedex – Réunion
- SIM, Place Zakia Madi – BP 91 – 97600 Mamoudzou – Mayotte
- 2Ter Habitat, 25 avenue Pasteur - B.P 258 - 97326 Cayenne Cedex
- SIG, lot n°5 la Rocade Grand-Camp 97139 Abymes – Guadeloupe
- SIMAR, Avenue du Petit Paradis BP 7214 97274 Schoelcher Cedex – Martinique